

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1968)
Heft: 95

Artikel: La crise française vue à travers quelques chiffres
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1008300>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 13.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Réformiste ou révolutionnaire

Les bulles d'excommunication verbale ou la « réforme permanente »

Les événements de France n'ont guère suscité de débats jusqu'ici au sein de la gauche, en Suisse romande. Certes les événements vont vite; le commentaire est périlleux tant que l'histoire n'est pas décantée. Certes il est difficile de parler d'une politique dont nous ne sommes pas responsables et qui se joue dans un cadre qui n'est pas le nôtre, sur un fond d'histoire et de traditions qui nous sont partiellement étrangers; l'interprétation doit nécessairement tenir compte de cette distance, de cette frontière.

Malgré ces difficultés, les risques d'erreur, le démenti possible des faits, il faut vivre intellectuellement, puisque, physiquement, nous ne sommes pas engagés, cette histoire-là. Nous l'avons tenté dans notre dernier numéro. Précisons pour les lecteurs qui ignorent nos conditions de travail que, souvent, dix jours se déroulent entre la rédaction d'un article et sa lecture; en général le texte est achevé le vendredi et lu le lundi en huit, voire, comme ce fut le cas en raison des fêtes de Pentecôte, le mardi. En une semaine, la situation française a connu, à fin mai, d'extraordinaires retournements. Nos commentaires n'en furent pas trop, pour l'essentiel, déphasés. Nous le disons pour expliquer aussi ce qu'il pouvait y avoir de sommaire dans ce que nous présentions, d'ailleurs, comme des esquisses.

Bref, il est idéologiquement nécessaire de poursuivre. Le prétexte sera, cette fois-ci, un article que M. O. Pavillon signe dans la revue « Contacts » et qui enchaîne sur le débat ouvert, dans les colonnes de D.P., avec Michel Contat. La thèse de M. Pavillon est très classique. Nous sommes, à D.P., des réformistes, donc sans perspectives révolutionnaires, donc objectivement « procapitalistes » (sic). C'est une vieille querelle, en termes assez sclérosés. Mais les événements récents permettent de mieux s'expliquer.

Les mots

On assiste à un admirable galvaudage du mot révolutionnaire. Dans son entretien avec Michel Droit le général de Gaulle s'est dit révolutionnaire. Le Parti communiste aussi, bien sûr, se veut révolutionnaire. Sur les ondes d'Europe N° 1, M. Guy Mollet rappelait que la S.F.I.O. est révolutionnaire. Qui ne l'est pas ? Le mot révolutionnaire est probablement du point de vue sémantique en train de subir la même évolution que le mot radical, c'est-à-dire d'être la couverture de nouveaux conservatismes. Alors, soit, nous ne sommes pas révolutionnaires.

Si ce mot pouvait avoir encore un sens, il faudrait hésiter entre deux acceptions :

— Ou bien il signifie volonté de s'emparer du pouvoir ou de le conserver en dehors de la stricte léga-

lité démocratique, afin d'abolir la primauté du capital sur le travail.

— Ou bien il signifie, dans le cadre de la légalité démocratique, volonté de faire aboutir des réformes qui provoquent des transformations profondes de la société et qui finissent par arracher au capital son pouvoir abusif de décision.

L'abandon de la légalité démocratique est, dans un pays avancé, inconcevable pour la gauche. Bien sûr, il faut, chaque fois, rappeler ce que le suffrage universel comporte de jeu formel : le capital peut s'offrir les moyens d'influencer, voire de conditionner, l'opinion; les Groupes de pression court-circuitent souvent la démocratie; l'Administration résiste aux impulsions ou impose son style bureaucratique, et puis, enfin et surtout, l'Economie échappe à la discussion démocratique.

Mais la gauche, en dépit de cela, et sachant, bien sûr, qu'il y a d'autres moyens d'expression que le bulletin de vote, ne peut qu'adhérer profondément à la démocratie. La démocratie d'ailleurs n'est pas essentiellement une invention bourgeoise. La bourgeoisie a, par vocation, appliqué le suffrage censitaire, dont on retrouvait, il n'y a pas si longtemps, en Suisse, les traces jusque dans quelques campagnes reculées où les « assistés » se voyaient privés de certains droits civiques; la bourgeoisie répugne, en fait, à l'idée de l'égalité entre le possédant et le sans-fortune; gamins, nous entendions constamment, il y a trente ans, exprimer l'idée qu'un système qui donnait les mêmes droits à un homme intelligent et à un « pauvre type » était absurde.

La démocratie, c'est donc une idée neuve, fragile, perfectible. Le dire, ce n'est pas enfoncer une porte ouverte. D'abord, parce que des gens qui se réclament de la gauche et de schémas marxistes ou léninistes concluent de la critique de la démocratie formelle à son caractère accessoire. Mais il est pourtant significatif qu'aujourd'hui ce soit la gauche démocratique qui puisse protester, et il est légitime de le faire avec vigueur, contre la dissolution, en France, d'organisations d'extrême-gauche, notamment trotskystes, qui n'ont pas eu grand-chose à faire avec le « barricadisme », mais qui groupent quelques hommes de haute qualité intellectuelle. Et surtout, les équivoques du mot « révolutionnaire » ont créé en France une confusion considérable, qu'il faut décrire.

Faites-moi peur !

Il est une attitude courante de la bourgeoisie envers la gauche. Si vous ne l'effrayez pas, elle vous le reproche : embourgeoisés, dit-elle, attédis, etc... Mais faites-lui peur, elle crie à la subversion.

Il y eut, dans les rangs conformistes, ces jours, d'admirables indignations parce que le Parti communiste ne faisait pas la Révolution : des pères tranquilles, qui, à la moindre prétention du P.C. de sortir de la légalité, auraient crié à l'écorce-démocratie s'indignaient qu'il « n'eût pas saisi l'occasion ! Ils se répandaient partout : nous qui croyions le P.C. révolutionnaire; ils étaient navrés, déçus. Le P.C. a joué le jeu de la légalité. Il mériterait d'en être félicité; mais il est évident aussi que rien, à cause de ses choix antérieurs, de son organisation, de ses modèles, ne le préparait, à l'intérieur de ce respect de la légalité, à pousser très avant les exigences d'une démocratie plus vivante : la décentralisation, l'extension des droits syndicaux, l'objectivité de l'information, le droit des travailleurs sur la plus-value, rien de cela, directement ou par C.G.T. interposée, n'a fait partie de son cahier de revendications.

L'étiquette des statuts est révolutionnaire, le contenu fut réformiste, mais en fin de compte d'un réformisme étroit, traditionnaliste.

La démocratie ne laisse pas d'autre choix que le réformisme. Mieux vaudrait l'admettre et faire porter les efforts et la discussion sur la qualité des réformes et s'y préparer sans alibi verbalement « révolutionnaire ».

L'interdépendance économique

Un pays moderne ne peut prendre le risque d'une aventure économique. La concurrence internationale ne lui fera pas de cadeau. Plus il est dépendant de ses exportations, plus sa marge de manœuvre est étroite. Or, non seulement la Suisse, au premier chef, mais tous les pays européens sont des pays à forte exportation. C'est une première donnée.

De surcroît, depuis une dizaine d'années, la vie économique s'est greffée sur l'expansion; non seulement le bien-être des individus en dépend, mais surtout celui des institutions publiques (sécurité sociale, recettes fiscales, etc...). On ne saurait vouloir briser la cadence. Deuxième donnée.

Enfin, lorsque la machine économique est détraquée ou menacée, la classe ouvrière est toujours la plus exposée au « contre-coup ». Les capitalistes usent souvent de ce fait pour, par une sorte de chantage, s'opposer aux prétentions ouvrières et faire jouer en leur faveur exclusive les lois économiques. Le chantage est odieux; mais au-delà d'un certain seuil, il y a une réalité, celle du plein-emploi. Aucun responsable syndicaliste ne peut la méconnaître. Troisième donnée. L'invention doit donc porter sur un type de réformes qui n'entament pas la prospérité publique, qui ne cassent pas la machine.

La crise française vue à travers quelques chiffres

L'« Expansion » (mai 1968) s'est livré à une étude de l'économie française pour le dixième anniversaire du gaullisme. Rédigée avant les événements de mai, elle apporte des renseignements utiles et des commentaires, qui, aujourd'hui, après coup, prennent tout leur sel. Pour nos lecteurs, nous avons choisi quelques passages significatifs, que nous reproduisons tels quels.

Les comptes de la V^e

« Moitié plus de richesses; moitié moins d'inflation; moitié plus de chômeurs. Telle apparaît la France après dix ans de gaullisme. Ces résultats globaux passablement contrastés, dissimulent les transformations profondes qui ont affecté l'économie française depuis mai 1958. (...) »

Il est moins important de savoir que la production a cru de 58 % entre 1958 et 1967, que de savoir à quoi ce surplus de richesses a été affecté. C'est alors seu-

lement que l'on peut apprécier les résultats de l'économie française sous la gestion gaulliste. L'analyse de l'utilisation de ce surplus est significative. Les investissements publics (+ 130 %) et ceux des entreprises (+ 81 %) ainsi que les ventes à l'étranger (+ 114 %) ont augmenté beaucoup plus vite que la consommation des particuliers (+ 54 %). Ainsi, priorité a été donnée aux équipements et aux exportations sur la consommation. Le gaullisme apparaît comme le régime politique qui a eu les moyens d'obliger les Français à réfréner leur appétit de bien-être immédiat afin de développer l'équipement du pays et de l'ouvrir sur le reste du monde (...). »

La V^e a-t-elle fait mieux que les précédentes ?

« La France dans une phase de rattrapage amorcée par la IV^e et que la V^e a poursuivi sur sa lancée... Rythme de croissance : 51 % de 1949 à 1958
58 % de 1958 à 1967.

Part consacrée aux investissements :

12,5 % en 1938
20 % sous la IV^e
25 % sous la V^e

Amélioration du niveau de vie (niveau de consommation par habitant) : + 42 % de 1949 à 1958
+ 38 % de 1958 à 1967

« La France s'est plus enrichie que les Français. Malgré cela, les grèves ont été moins nombreuses : (de 1950 à 1958 : 37 millions de journées de travail; de 1959 à 1967 : 23,5 millions). On a murmuré dans les rangs, mais l'armée des travailleurs ne s'est pas dispersée. (...) »

2. La France se place-t-elle mieux que ses voisins ?

Augmentation du produit national (1958 à 1966) :

France : + 51 % Résultat honorable
Allemagne : + 52 %
Pays-Bas : + 51 %

Le réformisme trouve là ses passages obligés, dans les exigences de la démocratie et de l'interdépendance économique. Il n'en est pas pour autant condamné à l'inefficacité.

Des visages

Les résultats déjà acquis par le réformisme, il est de bon ton de les disqualifier : ils ne sont que des aménagements du système dont ils ne changent pas la nature. C'est vrai : la retraite des vieux n'enlève rien au pouvoir de la Standard Oil. Mais des réformes partielles, converties en termes humains, individuels, prennent pourtant une valeur absolue.

Nous l'avions écrit, ici, dans un article ancien : l'action politique est desséchante, si elle ne prend pas parfois visage. Or une retraite améliorée, une aide sociale accordée, un enfant mis au bénéfice de mesures de rééducation, à la suite d'une démarche, d'une intervention politique, ce n'est pas exercice de la charité, ni recherche de clientèle; dans de telles actions, la politique souvent inefficace, aux effets peu mesurables, trouve une satisfaction immédiate en bonheur ou en bien-être humain.

A plus grande échelle, la possibilité, toute nouvelle, d'après guerre, de libérer de la peine quotidienne les travailleurs à partir de soixante-cinq ans (libération encore imparfaite, il est vrai) ou même l'extension des loisirs sont des mesures qui changent qualitativement la société, parce qu'elles changent réellement la vie des hommes.

Mais admettons que ne sont en question, dans le cadre de cet article, et pour en revenir aux propos de M. Pavillon, que les réformes capables de porter atteinte au capitalisme même.

La scholastique

La portée de toute réforme, M. Pavillon la conteste en vertu d'un raisonnement scholastique; de même qu'un docteur-théologien démontrait, jadis, que le vide ne peut exister parce que tout ce qui est a été créé par Dieu, et que Dieu n'a pu créer rien, c'est-à-dire le vide, donc le vide n'existe pas, M. Pavillon démontre que toute réforme pour être promue doit être acceptée par le capitalisme, donc elle ne l'ébranle pas et par conséquent elle ne réforme rien. Et pourtant les événements d'aujourd'hui démentent partiellement son raisonnement. Il écrit :

« Que dire alors des utopies auxquelles rêvent les rédacteurs de D.P. ? Pensez-ils sérieusement que de l'amélioration de la qualité de l'enseignement, d'une réforme des conceptions de l'habitat ou des moyens d'information peut surgir une société nouvelle ? »

Or, de quoi parlent aujourd'hui les Français ? De

l'importance qualitative des problèmes de l'information (voyez l'O.R.T.F.). Quant à ceux de l'enseignement, pas besoin de faire un dessin. Est-ce une utopie ? Mais, admettons, afin de pousser plus loin la discussion, que le capitalisme s'accommode de ces réformes-là !

Or le capitalisme ne peut être contesté, dit M. Pavillon, que dans sa structure même, que caractérise la recherche du profit.

Nous aimerions reprendre, ici, ce que maintes fois nous avons exposé. Le propre des entreprises capitalistes n'est pas la recherche du profit distribué, mais la recherche du profit réinvesti. La concurrence condamne les entreprises à s'étendre, à pousser la recherche, à grandir. Elles sont devenues des machines aveugles, aliénées à leur propre croissance. Les trois quarts des bénéfices des entreprises dynamiques sont réinvestis. L'actionnaire y perd en revenus, car les dividendes distribués pourraient être plus substantiels, mais il y gagne très largement en fortune par la plus-value qu'enregistrent ses titres.

La revendication essentielle, c'est donc d'obtenir un droit pour les travailleurs, ouvriers, employés, cadres, sur l'enrichissement des entreprises qui s'autofinancent; droit qui ne saurait être éparpillé en actions distribuées à chacun, individuellement, la part des travailleurs devant être regroupée en fonds d'investissements gérés par les syndicats; car il s'agit non seulement de faire participer les travailleurs à la plus-value, mais encore de leur conférer, à l'égal de leurs employeurs, un véritable pouvoir économique, leur permettant de collectiviser de larges secteurs de l'économie, notamment celui du logement.

De toutes les réformes que nous avons étudiées, celle qui préconise le droit des travailleurs sur les bénéfices investis, nous paraît décisive : elle touche le capitalisme dans son essence, sans casser la machine; la souveraineté de l'actionariat anonyme est parfaitement vulnérable.

Imagination

En France, pendant quelques jours, par la vertu de la révolte universitaire et de la grève sur le tas, beaucoup de choses devinrent brusquement possibles. Or, de ce bouleversement, de cette fluidité ne surgirent pas de mots d'ordre nouveaux, inventifs. On nous a rapporté les formules politiques qui fleurissaient sur les murs de la Sorbonne : l'imagination prend le pouvoir, l'action rabote l'ambiguïté; mais cette imagination n'a pas passé de la poésie à l'économique. L'imagination se défoulait peut-être en graffiti, mais elle n'exploitait pas dans les revendications ouvrières, qui furent, exception faite des efforts de la C.F.D.T. de M. Descamps, du type le plus tradi-

tionnel; le tremblement de terre accouchait d'une souris.

Pourquoi cette carence ? Le culte de l'intelligentsia française pour le mot « révolutionnaire », dans le parti communiste ou sur ses bords, y est pour beaucoup. L'effort d'invention de réformes concrètes, nouvelles, était présenté comme démobilisateur des énergies, mesquinerie réformiste, aménagement du système, complicité procapitaliste.

M. Pavillon reprend de manière typique ce raisonnement : « Dans son essence même, écrit-il, le capitalisme est un vol. Accepter de discuter autour du tapis vert avec le voleur, c'est pactiser avec lui ». Ainsi sera sauvegardée la pureté révolutionnaire et le vide de pensée, sans que l'auteur se soucie, d'ailleurs, de ce que deviendrait une classe ouvrière que ne protégerait plus contre l'arbitraire patronal des conventions collectives négociées; l'esprit de lutte, semble-t-il croire, suffirait à lui tenir chaud.

Le réformisme accéléré

Le réformisme, et sous ce mot peuvent se grouper une assez grande diversité de familles politiques, s'inscrit dans la logique de l'action de la gauche. C'est la leçon de la crise française.

Le réformisme est imposé par un double choix : celui de la démocratie et du refus, sur le plan économique, de la politique du pire. Dans ses réformes, même les plus limitées, il apporte une humanisation de la vie sociale, sans laquelle l'action politique n'est que jeu desséchant. Il est le moyen de lutter contre l'univers unidimensionnel, car, par nature, il est compatible avec la décentralisation, l'autonomie partielle des corps intermédiaires, l'expérimentation; il implique la pluralité; il peut être concilié avec certaines aspirations libertaires. Enfin il est capable de « dénaturer », transformer le capitalisme.

Ecrivant cet alinéa, nous sommes conscients, bien sûr, de peindre un beau portrait verbal et idéalisé. L'engluement menace aussi la réformisme ou l'auto-satisfaction où la susceptibilité devant la critique. Il a ses conservateurs, nombreux.

Mais en fin de compte un choix fondamental est à faire. Il faut parler sur l'invention, sur l'imagination incarnée dans des propositions à la fois concrètes et qui soient toujours à dépasser (la « réforme permanente »), sur la diversité, qui postule un certain respect d'autrui différent du formalisme libéral.

Or la traditionnelle excommunication au nom des « perspectives révolutionnaires », il y a si longtemps que nous entendons ça. C'est un vieux conformisme en creux, desséchant, clérical et dénonciateur, qui ne prépare pas un autre type de société plus libertaire.

Royaume-Uni : + 31 %
Belgique : + 43 %
USA : + 46 %
Italie : + 57 %
Japon : + 120 %

« Le pays reste sous-industrialisé : production industrielle allemande supérieure de 41 % à celle de la France.

Pour 100 francs de matériel mécanique, électrique ou électronique que la France vend à l'étranger, la Grande-Bretagne en vend pour 210 francs et l'Allemagne pour 370 francs.

Pouvoir d'achat du salaire horaire : (de 1958 à 1967)

France : + 43 %
Italie : + 67 %
Allemagne : + 76 %

Impôts : alourdissement des impôts payés par les

particuliers au bénéfice des impôts payés par les entreprises.

3. Les besoins des Français sont-ils satisfaits ?

Réformes de structures entreprises sans continuité : agriculture (réorganisation expirant dans les mains habiles d'Edgar Faure) enseignement (personne ne sait où l'on en est).

Malgré les propos du général, aide au Tiers-Monde en baisse :

En 1958 : 2 % du revenu national
En 1967 : 0,85 % du revenu national

Pouvoir d'achat des prestations familiales servies à une famille de deux enfants : baisse de 4 % de 1959 à 1966. (Debré réclame pourtant une France de 100 millions d'habitants !). Résultat : en 1967, natalité française au point le plus bas depuis la dernière guerre.

Logements : construction essoufflée autour des 400 000 alors qu'il en faudrait 500 000 et que 40 000 logements neufs (de haut standing) restent inoccupés faute de clientèle solvable.

Le chômage s'aggrave malgré la reprise de la production.

Remboursement des frais médicaux : ramené de 80 à 70 % en 1967.

Et pour conclure cette remarque :

« De nos jours, les inégalités sociales sont plus grandes entre les enfants qui accèdent à un type d'enseignement adapté à notre époque et ceux qui n'y accèdent pas; entre l'homme pourvu d'emploi et celui qui en cherche; entre les familles convenablement logées et les autres; entre l'adulte considéré et le vieillard oublié. Au nom de la compétition, que d'égoïsmes légitimés ! »